



# familles durables

PENSER LES FAMILLES POUR MIEUX LES SOUTENIR

Octobre 2022

Publication

**Dépendance et soin  
de longue durée : de  
nouvelles solutions  
pour de nouvelles  
réalités**



# Présentation

Familles Durables est un think tank indépendant, citoyen, non partisan, fondé en 2021.

Familles Durables mène une recherche et un traitement de données empiriques, analyse les problèmes vécus par les Français-es au cœur de leur vie familiale, et relaye les recherches menées par d'autres entités sur les 5 piliers choisis que sont la petite enfance, la parentalité, l'autonomisation des jeunes, la retraite et le grand-âge.

L'action de Familles Durables est destinée à soutenir la réflexion et la prise de décision par les responsables politique par le partage d'éléments factuels et probants, et d'orientations générales à la faveur de l'*empowerment* des familles en France, ainsi que pour la prévention des difficultés socio-familiales.

Familles Durables bénéficie du soutien d'IFFD International, seule ONG active au siège de l'ONU à New York sur le thème de la parentalité et de la famille dotée du *general consultative status* et membre de l'ECOSOC.

Contact :

Rémy Verlyck, directeur général de Familles Durables  
[remy.verlyck@famillesdurables.fr](mailto:remy.verlyck@famillesdurables.fr)

**La dépendance marque de nombreux moments et aspects de la vie humaine, de la vie in utero au grand âge, en passant par la petite enfance, la grossesse, et de nombreux autres moments de la vie si l'on prend en compte la dépendance financière.** C'est pour faire face à ces dépendances, ces interdépendances permettant de faire société que les personnes unies dans un cadre familial ont besoin d'être soutenues, reconnues, *empowered* par cette société qui bénéficie du fonctionnement optimal de ce qui demeure le lieu socialisation primaire des citoyens qui la composent.

La famille, *sustainable care unit*, unité de soin durable en français, est un lieu de forces risquant néanmoins de souffrir de situations sous-optimales très coûteuses pour les individus comme pour la société. Aux nouveaux problèmes peuvent et doivent être trouvées de nouvelles solutions individuelles certes mais également sociétales.

C'est une réflexion sur la gestion de la dépendance prévisible que nous propose **Catarina Goulão**, de la Toulouse School of Economics



## **Catarina Goulão**,

Chargée de recherches en Économie associée (INRAE et Toulouse School of Economics)

Après un doctorat à l'Université Catholique de Louvain en Belgique, **Catarina Goulão** est chargée de recherches en Économie associée à l'INRAE et à la Toulouse School of Economics. Elle a notamment publié sur le cas particulier de la transmission intergénérationnelle des maladies chroniques pourtant dites non transmissibles permises par un environnement social.

**Son approche, est simple : si la dépendance est l'horizon de plus en plus de personnes en raison de la transition démographique, il semblerait que nous fassions l'autruche quant aux changements personnels et systémiques à opérer.** De nouvelles solutions sont à proposer pour une société ou la retraite concerne désormais un tiers de la vie d'une personne moyenne, alors que le retraité moyen était déjà mort depuis 5 ans au sortir de la deuxième guerre mondiale.

*« Nous pourrions éventuellement être en mesure pour faire face à de nouveaux risques de dépendance, mais nous ne le sommes pas, et c'est un problème. C'est un problème parce que, individuellement et en tant que société, nous ne faisons pas les meilleurs choix pour qui nous serons demain »*

**La dépendance se définit par l'incapacité des individus à effectuer leurs activités quotidiennes de manière autonome.** De nombreux facteurs contribuent à la dépendance, parmi lesquels le vieillissement. Nous avons trop longtemps pensé que la dépendance était inévitable : prendre de l'âge mènerait obligatoirement à une perte de facultés physiques et cognitives, conduisant à la dépendance, au soutien tant médical que social. **D'une certaine manière, la dépendance serait le prix à payer auquel nous pourrions rêver une fois que nous avons survécu à une mort prématurée due aux différents cancers et maladies cardiaques.** Aujourd'hui, nous pensons que nous pouvons non seulement retarder la dépendance, mais nous pouvons surtout la rendre plus courte, moins intense et moins omniprésente. La recherche agit sur trois fronts principaux :

1. La médecine curative : proposer des traitements ou processus curatifs des problèmes de santé menant à la dépendance. On peut notamment souligner les avancées faites pour faire face à Alzheimer.
2. La médecine préventive, ou prioritairement, le soin de santé intégré tente de détecter les conditions menant à la dépendance plus tôt, permettant un meilleur ciblage des actions médicales et de recommandations de styles de vie plus efficace.
3. Dans le long terme, des facteurs de risques modifiables tels que le tabagisme, l'alcool, une mauvaise nutrition et l'inactivité physique.

**Cependant, malgré toutes les avancées que nous avons atteintes et continuerons**

**d'atteindre, de nombreuses personnes sont dépendantes et bien plus le deviendront.**

La dépendance est un nouveau risque individuel et sociétal. **La dépendance est un nouveau risque individuel car par le passé, nous mourrions avant d'atteindre la dépendance.** Pensons-y : après la deuxième guerre mondiale, l'âge de la retraite en France était de 65 ans, alors que l'espérance de vie était de 60 ans. Cela signifie que quand une personne moyenne prenait sa retraite, elle devrait déjà être morte depuis 5 ans. De nos jours, une femme vit en moyenne jusqu'à 85 ans et l'homme jusqu'à 79 ans. Les familles étaient également organisées différemment. La "vieille fille" de 40 ans d'alors est désormais une jeune mère active, vivant séparée de ses parents. Si tel n'est pas le cas, elle n'a certainement pas beaucoup d'énergie pour s'occuper seule d'une situation de dépendance. Ainsi, nous faisons face au risque de vivre plus longtemps, avec un certain degré de dépendance, et sans l'aide informelle d'une "vieille-fille". **La dépendance est un nouveau risque sociétal car de nombreuses personnes âgées deviennent dépendantes.** En 2015, on comptait 1,2 million de personnes âgées dépendantes en France. Cela a coûté 30 milliards d'euros, ou 18,8 milliards d'euros si l'on exclut leurs soins de santé. **On s'attend à ce qu'il y ait 2,2 millions de personnes âgées dépendantes en France en 2050.** Les progrès de la médecine et des soins de santé ont également rendu plus efficace le traitement et la prolongation des maladies chroniques non transmissibles ("MNT"). Cependant, les MNT s'accompagnent de périodes de dépendance plus ou moins longues et plus ou moins sévères. Cette forme de dépendance liée aux MNT, qui n'est pas particulière aux personnes âgées, devient également plus commune. Ce n'est pas parce que les risques sont nouveaux que nous sommes confrontés

à un problème économique. **Nous pourrions éventuellement être en mesure pour faire face à de nouveaux risques, mais nous ne le sommes pas, et c'est un problème.** C'est un problème parce que, individuellement et en tant que société, nous ne faisons pas les meilleurs choix pour qui nous serons demain. Individuellement, nous faisons l'autruche : nous avons du mal à prendre des décisions aujourd'hui pour la personne dépendante que nous pourrions être à l'avenir, soit parce que nous rechignons à nous envisager comme une personne plus limitée ou, peut-être, parce que nous percevons mal le risque de dépendance. Dans tous les cas les décisions que nous prenons aujourd'hui pour la personne probablement dépendante que nous serons demain sont sous-optimales. Les particuliers épargnent moins, achètent moins d'assurances et n'aménagent pas leur logement comme ils l'auraient souhaité. Cela s'appelle une internalité : mes choix d'aujourd'hui m'imposent un coût collatéral pour moi-même demain. Il y a aussi un autre problème économique : comme certains d'entre nous finissent par être dépendants, nous imposons un coût à d'autres qui, le plus souvent, paient notre dépendance par des impôts dans le cadre de États-providence occidental. Cet effet collatéral sur autrui s'appelle une externalité. La taille de cette externalité augmente à mesure que la société vieillit et que davantage de personnes deviennent dépendantes. En tant que société, nous avons montré que nous prenons soin des personnes âgées : la France était sous le choc en raison de 15 000 décès supplémentaires dus à la canicule de 2003, principalement des personnes âgées, mais aussi suite à la révélation de dysfonctionnement de certaines maisons de repos en 2022. Pendant la crise du Covid, non seulement la France mais aussi de nombreux autres pays étaient confinés pour avant tout protéger les personnes âgées. Si nous nous soucions des personnes âgées, et si nous voulons que les gens vivent dignement, alors nous devons en accepter les conséquences : **il devient impératif de trouver des solutions pour favoriser un vieillissement en bonne santé, pour aider à faire face aux périodes de dépendance et ainsi repenser l'accompagnement et la prise**

**en charge du système de la dépendance, et proposer des solutions pour son financement.**

### **La nécessaire promotion d'un vieillissement sain.**

Les Nations Unies ont proclamé une décennie dédiée au vieillissement en bonne santé de 2021 à 2030. L'OMS a défini le vieillissement en bonne santé comme un processus de maintien des capacités qui permettent aux gens de continuer de faire et d'être ce qu'ils apprécient : répondre à leurs besoins fondamentaux, apprendre, s'épanouir et prendre des décisions, être mobile, construire et entretenir des relations et contribuer à la société. Les obstacles à un tel processus sont les handicaps et la dépendance qui peuvent se déclarer rapidement. Pour favoriser un vieillissement en bonne santé et limiter la dépendance est-il nécessaire de réduire les risques de soin de longue durée et promouvoir un mode de vie sain. Cela passe par la diminution de la consommation d'alcool et de tabac, et la promotion d'une alimentation saine, ainsi que de l'activité physique. Une autre piste serait de favoriser des parcours de soins plus adaptés avec des aspects médicaux à la fois préventifs et curatifs. À titre d'exemple doit être mentionné le programme ICOPE qui vise à retarder la dépendance, à la rendre plus courte et moins intense. Nous aurions alors des implications sur le type de soins de longue durée.

### **Repenser l'assistance et l'offre de soins de longue durée.**

Promouvoir un vieillissement en bonne santé signifie retarder la dépendance totale et la raccourcir. Cela n'exclue pas la possibilité d'une zone grise de dépendance partielle. Les individus veulent vivre chez eux mais beaucoup ne peuvent pas le faire seuls par eux-mêmes. Il ne s'agit pas seulement d'une question de handicap et de dépendance telle qu'évaluée par les différentes autorités et services : la question est de savoir s'il est souhaitable ou non que les gens vivent effectivement en situation de solitude. La capacité de mener une vie ordonnée dépend beaucoup des contacts sociaux que les

personnes préservent. Dans les anciennes familles élargies, le travail des personnes âgées était progressivement remplacé par le travail des autres et le contact social était maintenu. Actuellement, des limitations croissantes, même légères, impactent les contacts sociaux et la possibilité de vivre dignement seul. En tant que société, il devient fondamental de promouvoir une diversité de solutions d'assistance et de prestation de SLD à la maison, comme nous l'avons fait pour la garde d'enfants. Et bien plus encore. Contrairement à la garde d'enfants, de nombreuses personnes âgées vivent isolés et n'ont pas d'adulte qui les attend en fin de journée, qui vérifie que tout se passe bien. Si l'aide à domicile va effectivement dans le sens d'aider les personnes vivant à domicile, elle ne peut contribuer à leur isolement. Des solutions créatives doivent encourager la vie à la maison, le partage communautaire et l'aide polyvalente. Parfois, vivre à la maison n'est plus possible ou souhaitable. Dans de tels cas, l'institutionnalisation avec SLD devrait répondre à ces besoins. **Quelle que soit la forme d'assistance ou de prestation de soins de longue durée, le gouvernement et nous, la famille et la société, ne pouvons pas démissionner de notre souhait et de notre responsabilité de veiller à ce que les gens vivent une vie bonne et digne. Cela appelle une réglementation, une supervision et un contrôle de la qualité des soins et de l'assistance fournis.**

#### **Financement de SLD.**

En France, le reste à charge d'un EHPAD est en moyenne de 1580 euros pour une structure publique et de 2260 euros pour une structure privée, avec des disparités régionales importantes. Ce que les personnes âgées gagnent, additionné à ce que la société paie pour elles par le biais de subventions ne suffit pas pour financer les maisons de retraite. Plus de la moitié des personnes dépendantes (55 %) vivant en EHPAD ont des revenus, subventions comprises, inférieurs aux dépenses moyennes. Même en tenant compte de leur patrimoine immobilier, 25 % des particuliers ne pourraient pas faire face au coût de SLD d'une durée de 6 ans (Libault, 2019). Les frais de maison de

retraite ne sont couverts ni par les impôts ni par les revenus propres et capital. Ils sont financés par des proches, notamment par la jeune mère active de 40 ans mentionnée plus haut. Ces chiffres montrent que les individus, et la société, ne prennent pas de décisions en tenant compte de l'intégralité des coûts qu'ils s'imposent à eux-mêmes (internalités) et aux autres (répercussions) dans le futur. Par conséquent, leur décision individuelle de financer leur dépendance est inefficace.

**Les inefficacités liées à la dépendance ne peuvent être résolues sans intervention.** Les sociétés doivent trouver les ressources nécessaires pour financer la dépendance et l'une des solutions consiste à contribuer obligatoirement à son financement par le biais de l'assurance, ce que l'on appelle le 4ème pilier de la sécurité sociale. **Tout comme les individus sont obligés d'avoir une assurance automobile s'ils ont une voiture, la société peut obliger les individus à contracter une assurance pour financer leurs besoins au cas où ils vivent dans une situation de dépendance partielle ou absolue.** Il existe cependant une différence éthique fondamentale entre l'assurance automobile obligatoire et l'assurance SLD obligatoire. L'assurance dépendance obligatoire peut être régressive si les prestations sont conditionnées à des âges très avancés. En effet, les personnes à faibles revenus et moins instruites ont une espérance de vie plus faible et donc une probabilité plus faible de bénéficier d'une assurance dépendance à un âge avancé. Si la dégressivité n'est pas prise en compte, nous risquons de nous retrouver dans un système dans lequel tous paient et seuls les revenus plus élevés en bénéficient à des âges avancés. Une solution à un tel problème consiste à envisager une conception plus large du risque. Au lieu de considérer le risque de SLD à des âges avancés, nous pourrions considérer toute condition qui pourrait compromettre l'autonomie des personnes et ont besoin d'aide. Rendre obligatoire l'assurance contre le besoin d'aide indépendante de l'âge présente plusieurs avantages. Premièrement, de nombreux problèmes de santé associés aux MNT entraînent des périodes plus ou moins

longues de perte d'autonomie et nécessitent une aide. Une partie de cette aide est médicale, financée et fournie par le système de santé, mais l'assistance est une chose différente. Adopter une conception plus large du risque orthogonal à l'âge revient à traiter de la même manière le même besoin dans différentes tranches d'âge.

Deuxièmement, le système serait moins dégressif car les gens pourraient en bénéficier indépendamment de l'âge. Par conséquent, les personnes au statut socio-économique inférieur qui pourraient avoir besoin d'aide plus tôt dans la vie pourraient tirer profit d'un tel système. Troisièmement, le soutien politique serait plus important car davantage de personnes pourraient potentiellement bénéficier du système. Quatrièmement, la stigmatisation liée à l'âge serait réduite car le

système mettrait l'accent sur le besoin plutôt que sur l'âge.

Dans les années 60 pour chaque personne de plus de 65 ans, il y en avait 5 de moins de 65 ans. En France, en 2040 il n'y en aura plus que 2. Quelle sera la gravité des répercussions des vagues de chaleur et des dysfonctionnements dans les maisons de retraite avec si peu de personnes pour s'occuper des personnes âgées ? Quelle pourra être la charge financière pour les actifs ?

**Nous avons la responsabilité, en tant qu'individus et en tant que société, de vieillir en meilleure santé. Nous n'avons d'autre choix que de réfléchir à financer la dépendance.**

## DÉFINITIONS : FAMILLES DURABLES

La durabilité est un concept évoqué pour la première fois dans le rapport Brundtland, officiellement intitulé *Notre avenir à tous*, rédigé en 1987 par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement de l'Organisation des Nations Unies, présidée par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Il donne au développement durable la définition suivante : *« Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »*

Une famille durable est une famille qui remplit le plus efficacement ses divers rôles spécifiques à l'égard de chacun des membres : l'autonomie, l'éducation, la stabilité émotionnelle, la croissance personnelle, la solidarité intergénérationnelle. **Le think tank Familles Durables travaille à la réflexion sur l'amélioration de la vie des familles d'une manière durable, c'est à dire non seulement en s'efforçant de reporter le coûts d'actions présentes sur les générations futures le moins possible mais aussi maximisant les résultats positifs au bénéfice des membres des familles et de la société d'aujourd'hui et à venir.**



Familles Durables est un think tank indépendant, citoyen, non partisan, fondé en 2021.